

Rapport Draghi: qu'attendons-nous?

di Stéphane Lauer

En septembre 2024, quand Mario Draghi avait parlé de « *menace existentielle* » à propos du décrochage de l'économie européenne, beaucoup d'observateurs avaient cru que l'heure du sursaut avait enfin sonné. Le rapport remis à Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, par l'ex-président de la Banque centrale européenne et ancien président du conseil italien avait été amplement commenté et unanimement salué. Mais visiblement, au regard du peu de chantiers lancés depuis un an, l'« existentiel » semble pouvoir attendre.

Sur les 383 recommandations du rapport, seules 43 ont commencé à être mises en œuvre, soit un peu plus de 11 %, selon le décompte effectué par le groupe de réflexion European Policy Innovation Council. La Joint European Disruptive Initiative, une agence visant à faire émerger en Europe les technologies de rupture, vient de lancer un « Draghi Tracker », guère plus optimiste, estimant que seulement 14 % des préconisations ont commencé à être appliquées. Bref, le sentiment d'urgence s'est bel et bien dissous dans la pesanteur institutionnelle et administrative bruxelloise.

Dans un discours très critique sur ce bilan, le 22 août, lors de la rencontre de Rimini (Italie), Mario Draghi avait fait un constat amer : « *L'Union a cru que sa dimension économique s'accompagnait d'un pouvoir géopolitique et d'une influence dans les relations commerciales internationales. Cette année restera dans les mémoires comme celle où cette illusion s'est dissipée* », avait-il résumé, avant de lâcher, en forme de supplication : « *Faites quelque chose !* »

Le scepticisme grandissant sur la capacité de l'Union européenne (UE) à défendre ses intérêts s'est pleinement ressenti le 10 septembre, lors du discours sur l'état de l'Union prononcé par Ursula von der Leyen. La présidente de la Commission a donné le sentiment d'être davantage une commentatrice des fracas du monde qu'un acteur incontournable. « *L'Europe se bat !* », a-t-elle néanmoins assuré. Les Européens en doutent fortement. Un mois et demi après la signature de l'accord sur les droits de douane imposé par Donald Trump, une majorité d'entre eux déclare ressentir de l'« *humiliation* », selon une enquête publiée par la revue *Le Grand Continent*.

« *Vous êtes allée en Ecosse enterrer dans un terrain de golf les rapports Draghi et Letta, ainsi que notre autonomie stratégique* », a cinglé Iratxe Garcia Perez, la présidente des sociaux-démocrates au Parlement européen, en référence à l'accord commercial léonin en faveur des Etats-Unis signé dans le club de golf que détient Donald Trump à Turnberry. Cette pique assassine a eu le mérite de trancher avec le discours d'Ursula von der Leyen, qui se voulait offensif dans la forme, mais est resté lénifiant sur le fond.

Difficile à ce stade de savoir ce qu'il restera à moyen terme de cet accord, fragile sur le plan juridique et vaguement contraignant. L'achat de produits énergétiques aux Etats-Unis et l'engagement d'investissements industriels sur le sol américain sont des domaines qui ne sont pas de la compétence de Bruxelles. Surtout, le texte n'apporte aucune stabilité dans la mesure où Trump poursuit son chantage pour obtenir de nouvelles concessions européennes. Nous avons le déshonneur sans avoir obtenu pour autant la paix commerciale.

Les réactions négatives à cet accord constituent un sérieux avertissement pour la présidente de la Commission. Elle sait désormais que céder aux menaces de Trump sur la réglementation environnementale et numérique européenne n'est pas une option, et qu'une nouvelle reculade serait catastrophique pour la souveraineté de l'UE et ses fondements démocratiques.

Les Européens doivent être plus exigeants et revendicatifs sur la mise en œuvre du rapport Draghi. Dans son discours de Rimini, l'ex-président de la Banque centrale européenne soulignait que le retard d'adaptation venait essentiellement du secteur

public, constatant que les entreprises étaient plutôt au rendez-vous. Un rapprochement début septembre a illustré son propos : celui entre le néerlandais ASML, numéro un mondial des machines qui permettent de graver les semi-conducteurs, et la société française d'intelligence artificielle Mistral AI.

Alors que, cet été, des rumeurs évoquaient une possible prise de contrôle de la jeune pousse tricolore par l'américain Apple, c'est finalement une entreprise européenne qui devient son premier actionnaire, en injectant 1,3 milliard d'euros. Au moment où les entreprises européennes d'intelligence artificielle peinent à mobiliser des capitaux dans les mêmes proportions que leurs concurrentes américaines, cette opération est un motif d'espoir. Mais celui-ci risque d'être vite déçu. Si l'UE ne parvient pas à augmenter ses capacités d'investissement en créant un instrument de dette commune, tout en accélérant la création d'un marché unique des capitaux permettant d'orienter l'épargne des Européens vers des projets européens, sa souveraineté restera un vœu pieux.

Quelques initiatives ont bien été prises : la création d'un régime juridique unique pour les entreprises, le Listing Act, qui simplifie les règles de cotation des sociétés, ou bien encore l'harmonisation de la régulation sur les produits dérivés. Mais on est encore loin du compte. Le fait que le rapport Draghi reste en jachère à 90 % doit nous inquiéter, car ces attermoissements finiront par se payer cash.

Dans son discours sur l'état de l'Union, Ursula von der Leyen parle d'accélérer l'union bancaire et de publier une « *feuille de route pour le marché unique* » en... 2028. Si l'UE n'a pas d'autre ambition que de viser la fin du mandat de Donald Trump pour se mettre en marche, c'est à désespérer. « *Le monde (...) n'attend pas la lenteur de nos rituels communautaires pour nous imposer sa force, estime Mario Draghi. C'est un monde qui exige de nous une transformation radicale dans nos objectifs, nos délais et nos méthodes de travail.* » Et nous, qu'attendons-nous ?